- Premièrement, les institutions spécialisées de l'ONU continuent d'être le fer de lance de la coopération internationale dans nombre de secteurs techniques vitaux. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) nous en offre l'exemple le plus récent. Il importe pour nous que les institutions spécialisées réussissent effectivement à empêcher que des questions politiques non pertinentes viennent les détourner de leur mandat premier.

- Deuxièmement, des progrès lents mais constants ont été réalisés depuis l'approbation de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, dans le sens de la constitution d'un ensemble de traités, de mécanismes et de règlements internationaux qui devraient en venir à couvrir toutes les violations flagrantes des droits de l'homme. Aucun gouvernement ne peut désormais prétendre que les violations des droits de l'homme ne relèvent que de sa juridiction propre. Les activités de l'ONU en matière de protection de ces droits sont menées de pair avec ses efforts pour coordonner l'assistance humanitaire destinée aux réfugiés et aux victimes de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Nous convenons avec le Secrétaire général de ce que l'être humain, en tant qu'individu, est la raison d'être ultime de toutes nos activités.

- Troisièmement, le système onusien reste à l'avant-garde du développement progressif du droit international. Des régimes juridiques novateurs ont vu le jour dans des domaines cruciaux comme le droit de la mer, l'espace extra-atmosphérique, l'aviation civile, les télécommunications et le commerce. Toutefois, pour que le système ne se laisse pas dépasser par le progrès et les technologies nouvelles, il faudra que les considérations juridiques prennent le pas sur les objectifs politiques.

- Et quatrièmement, le système onusien facilite activement la coopération internationale pour chercher à régler les problèmes les plus persistants de notre société. L'une des propositions innovatrices qui seront étudiées durant la présente session de l'Assemblée générale vise l'établissement d'une commission internationale de l'environnement. Cette commission se pencherait sur l'un des grands défis qui se posent à la communauté internationale en